

## **MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR**

### **SECRÉTARIAT GÉNÉRAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR NORD**

#### **CONSULTATION N°2025-27**

##### ***CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES***

**Prestations de services  
de restauration, de nettoyage de locaux, de blanchissage,  
de fourniture de produits d'hygiène et de nécessaires de toilette  
pour des centres de rétention administrative (CRA).**

**CRA Coquelles (lot n°1)  
CRA Lesquin (lot n°2)**

**Ce document comporte 25 pages numérotées de 1 à 25**

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 – CHAMP D'APPLICATION.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 – GÉNÉRALITÉS.....</b>	<b>4</b>
2.1 – Objet des marchés.....	4
2.2 – Définition d'un centre de rétention administrative.....	4
2.3 – Sites concernés.....	4
2.4 – Durée des marchés.....	4
<b>ARTICLE 3 – PARTIES CONTRACTANTES.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4 – PIÈCES CONSTITUTIVES DES MARCHÉS.....</b>	<b>5</b>
4.1 – Pièces particulières.....	5
4.2 – Pièces générales.....	5
4.3 – Autres pièces particulières.....	5
4.4 – Environnement réglementaire.....	5
<b>ARTICLE 5 – CONFIDENTIALITÉ – CLAUSE DE SÛRETÉ – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE.....</b>	<b>6</b>
5.1 – Obligation de confidentialité.....	6
5.2 – Respect des principes de la République.....	6
5.3 – Clause de sûreté.....	6
5.4 – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	6
<b>ARTICLE 6 – LES PERSONNELS D'INTERVENTION.....</b>	<b>6</b>
6.1 – Personnel du titulaire.....	7
6.2 – Convention collective applicable.....	7
6.3 – Droits et obligations du personnel.....	7
6.4 – Discipline.....	7
6.5 – Reprise du personnel.....	7
<b>ARTICLE 7 – DÉVELOPPEMENT DURABLE.....</b>	<b>7</b>
7.1 – Clauses environnementales.....	7
7.2 – Clause d'insertion par l'activité économique.....	8
7.2.1. Principe.....	8
7.2.2. Accompagnement de l'insertion.....	11
7.2.3. Modalités de contrôle.....	12
7.2.4. L'insertion à l'issue du contrat.....	13
7.3 – Clause incitative pour la promotion des achats responsables dans les marchés et la vie des affaires.....	13
<b>ARTICLE 8 – RÉPARATION DES DOMMAGES.....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 9 – ASSURANCES.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 10 – CONTENU ET CARACTÈRE DES PRIX.....</b>	<b>14</b>
10.1 – Forme de prix.....	14
10.2 – Révision de prix.....	14
10.3 – Clause de sauvegarde.....	16
<b>ARTICLE 11 – CLAUSES DE FINANCEMENT.....</b>	<b>16</b>
11.1 – Retenue de garantie – cautionnement.....	16
11.2 – Avance et remboursement de l'avance.....	16
<b>ARTICLE 12 – MODALITÉS DE FACTURATION ET RÈGLEMENT.....</b>	<b>17</b>
12.1 – Modalités de paiement du titulaire.....	17
12.2 – Envoi dématérialisé.....	17
12.3 – Délais de paiement.....	17
12.4 – Rémunération en cas d'un groupement d'entreprises.....	18
12.5 – Déclaration et paiement des sous-traitants.....	18
12.6 – Nantissement.....	19
<b>ARTICLE 13 – PÉNALITÉS.....</b>	<b>19</b>
13.1 – Généralités.....	19
13.2 – Application des pénalités.....	19
13.3 – Avertissement.....	21
<b>ARTICLE 14 – CONDITIONS D'EXÉCUTION.....</b>	<b>21</b>
14.1 – Modalités.....	21
14.2 – Prise en charge et remise des locaux.....	21
14.2.1. Prise en charge des locaux en début de marché.....	21
14.2.2. Remise des locaux en début de marché.....	22
14.2.3. Modification par le titulaire en cours de marché.....	22
14.3 – Fournitures de matériels et de produits.....	22
14.4 – Bons de commande.....	22
14.5 – Production d'un rapport annuel.....	22

<b>ARTICLE 15 – MODIFICATIONS EN COURS D’EXÉCUTION.....</b>	<b>22</b>
15.1 – Opérations de vérification.....	22
15.2 – Décision après vérification.....	23
15.3 – Transfert de propriété.....	23
15.4 – Clause de réexamen.....	23
15.5 – Formalisation des modifications.....	24
15.6 – Évolution de la législation.....	24
<b>ARTICLE 16 – RÉSILIATION.....</b>	<b>24</b>
<b>ARTICLE 17 – DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES.....</b>	<b>24</b>
17.1 – Force majeure.....	24
17.2 – Contestations et litiges.....	24
17.3 – Défaillance.....	24
17.4 – Redressement ou liquidation judiciaire.....	25
<b>ARTICLE 18 – SERVICE ET CONSEIL.....</b>	<b>25</b>
<b>ARTICLE 19 – CONDITIONS D’UTILISATION DE L’INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (IA).....</b>	<b>25</b>
<b>ARTICLE 20 – DÉROGATIONS AU CCAG-FCS.....</b>	<b>25</b>

## **ARTICLE 1 – CHAMP D'APPLICATION**

Les stipulations du cahier des clauses administratives générales, applicables (CCAG) aux marchés publics de fournitures courantes et services (FCS) – texte en vigueur au 1<sup>er</sup> avril 2021, selon l'arrêté du 30 mars 2021, modifié par arrêtés du 30 septembre 2021 et du 29 décembre 2022, s'appliquent à l'ensemble des marchés issus de la consultation n°2025-27.

Le présent cahier des clauses administratives particulières apporte des précisions complémentaires spécifiques à la consultation n°2025-27 et déroge à certaines stipulations du CCAG-FCS mentionné ci-dessus. Les marchés régis par le présent cahier des clauses administratives particulières, sont issus d'une procédure de passation formalisée (appel d'offres ouvert), soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2, R. 2161-3 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 2 – GÉNÉRALITÉS**

### **2.1 – Objet des marchés**

Les prestations de la consultation n°2025-27 concernent l'ensemble des prestations de restauration, de nettoyage des locaux, de blanchissage, de fourniture de produits d'hygiène et de nécessaires de toilette pour les sites des centres de rétention administrative (CRA) de COQUELLES et de LESQUIN.

L'entretien courant et la maintenance des gros matériels de restauration et de blanchissage sont prévus en prestations supplémentaires éventuelles (validées ou non par l'acheteur à la notification du marché).

### **2.2 – Définition d'un centre de rétention administrative**

Un centre de rétention administrative (CRA) permet de maintenir dans un lieu fermé, un individu qui fait l'objet d'une décision d'éloignement, dans l'attente de son renvoi forcé. La rétention est décidée par l'administration.

### **2.3 – Sites concernés**

Les marchés correspondant aux lots n°1 et n°2 de la consultation n°2025-27, sont exécutés sur les sites suivants :

- Lot n°1 : CRA de COQUELLES situé Boulevard du Kent ;
- Lot n°2 : CRA de LESQUIN situé rue de la Drève (angle CD445).

Les prestations sont exécutées en sites occupés.

### **2.4 – Durée des marchés**

Les marchés issus de la consultation n°2025-27 sont conclus pour une durée ferme d'une année à compter de la date définie lors de la notification. Ils sont reconductibles tacitement trois fois pour des périodes d'un an.

En application de l'article R. 2112-4 du code de la commande publique, les titulaires ne pourront pas refuser les reconductions.

En cas de non-reconduction du marché, le pouvoir adjudicateur fera connaître sa décision au titulaire via la plateforme des achats de l'État (PLACE), deux mois avant la date anniversaire du début des prestations (date définie lors de la notification).

Les marchés issus de la consultation n°2025-27 ne sont composés que d'une seule tranche (ferme) et ne font l'objet d'aucune tranche optionnelle.

## **ARTICLE 3 – PARTIES CONTRACTANTES**

Les parties signataires de chaque marché sont :

- d'une part, le pouvoir adjudicateur :
  - l'État ;
  - le représentant du pouvoir adjudicateur est monsieur le préfet délégué pour la défense et la sécurité de la zone Nord ;
  - la personne responsable de l'exécution du marché est le secrétariat général pour l'administration du ministère de l'Intérieur (SGAMI) ;
- d'autre part, l'opérateur économique : l'entreprise ou le mandataire d'un groupement d'entreprises signataires désigné dans les pièces du marché concerné sous le terme « titulaire ».

- Pour effectuer la mission définie dans l'objet du marché, le titulaire doit posséder les compétences métiers nécessaires pour la bonne exécution des prestations.
- Le titulaire du marché devra avoir fourni, lors du dépôt de son offre, les informations précises sur :
  - la structure de sa société, incluant le montant et la répartition de son capital social ;
  - l'organigramme financier de son groupe d'appartenance avec ses différentes filiales.
 Ces informations devront être remises à jour et communiquées chaque année à l'acheteur et figureront dans le bilan d'activité annuel.

## ARTICLE 4 – PIÈCES CONSTITUTIVES DES MARCHÉS

### 4.1 – Pièces particulières

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives de chacun des marchés issus de la consultation n°2025-27, sont, par ordre de priorité :

- l'acte d'engagement (AE) spécifique à chaque marché, et ses annexes :
  - Annexe 1 : demande d'acceptation de sous-traitance ;
  - Annexe 2 : décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
  - Annexe 3 : bordereau des prix unitaires (BPU) ;
  - Annexe 4 : reprise du personnel en personnel complémentaire ;
  - Annexe 5 : formulaire d'insertion par l'activité économique ;
  - Annexe 6 : déclaration de l'usage de l'intelligence artificielle.
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), commun à l'ensemble des marchés issus de la consultation n°2025-27 ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), et ses annexes, commun à l'ensemble des marchés issus de la consultation n°2025-27 :
  - Annexe 1 : nettoyage – procédés et périodicité des prestations (CRA COQUELLES) ;
  - Annexe 2 : nettoyage – procédés et périodicité des prestations (CRA LESQUIN) ;
  - Annexe 3 : tableau des surfaces (CRA COQUELLES) ;
  - Annexe 4 : tableau des surfaces (CRA LESQUIN) ;
  - Annexe 5 : entretien courant et maintenance des gros matériels de blanchissage ;
  - Annexe 6 : synthèse des missions et responsabilité.
- les documents additifs ainsi que les questions et réponses communiquées pendant la mise en concurrence, objet de la consultation n°2025-27.

Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi. La signature de l'acte d'engagement emporte adhésion au CCAP et à l'ensemble des pièces contractuelles listées à l'article 4 du présent CCAP.

### 4.2 – Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois précédant la remise de l'offre. Ils comprennent l'ensemble textes publiés et applicables sur le territoire français pris sous forme de lois, décrets, arrêtés, circulaires, codifié ou non, ainsi que tous les textes administratifs nationaux ou locaux, applicables dans le cadre de l'exécution des marchés issus de la consultation n°2025-27, notamment le CCAG-FCS mentionné à l'article 1.1 du présent document.

### 4.3 – Autres pièces particulières

- le mémoire technique, spécifique à chacun des marchés de la consultation n°2025-27, remis par le titulaire lors du dépôt de son offre ;
- les actes spéciaux de sous-traitances et les actes modificatifs éventuels, postérieurs à la notification du marché concerné.

### 4.4 – Environnement réglementaire

Le titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant son activité.

**NOTA** : les pièces générales, bien que non jointes à la consultation n°2025-27, sont réputées connues des titulaires des marchés, issus de cette même consultation, et les parties leur reconnaissent expressément le caractère contractuel.

## **ARTICLE 5 – CONFIDENTIALITÉ – CLAUSE DE SÛRETÉ – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE**

### **5.1 – Obligation de confidentialité**

En application de l'article 5.1 du CCAG-FCS, le personnel du titulaire, de ses co-traitants et de ses sous-traitants est tenu de ne pas divulguer, en France comme à l'étranger, et sous quelque forme que ce soit, des informations dont il a ou aurait pu avoir connaissance dans l'exécution de la prestation, et cela même après la cessation du contrat.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire l'administration à résilier le marché aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice de l'engagement des poursuites pénales adaptées à la gravité de l'infraction constatée.

Les marchés issus de la consultation n°2025-27 présentent un caractère confidentiel.

### **5.2 – Respect des principes de la République**

Le titulaire du marché s'engage à respecter et à faire respecter par les agents les principes de la République conformément à l'article 1 de la loi 2021-1109 du 24 août 2021.

### **5.3 – Clause de sûreté**

- **Contrôle de la liste nominative du personnel**

L'exécution des prestations nécessite l'accès à un site du ministère de l'Intérieur.

L'entreprise qui effectue les prestations sera tenue de fournir à l'administration, pour accord du service bénéficiaire, une liste nominative des personnes susceptibles d'intervenir sur le site concerné (personnel du titulaire, de ses co-traitants, de ses sous-traitants, intérimaires ou travailleurs indépendants), et ce, a minima, 14 jours avant la date de démarrage des prestations. Cette liste précisera les noms, prénoms, dates et lieux de naissance, et adresses de chacun des salariés, ainsi qu'une photocopie de leur pièce d'identité (carte d'identité, passeport ou carte de séjour).

En cours d'exécution du marché, l'entreprise concernée signalera à l'administration tout changement de personne au moins 48 heures à l'avance. L'entrepreneur concerné ne pourra justifier en aucune manière un retard d'exécution dû au contrôle d'identité de son personnel.

- **Conditions d'accès aux sites sécurisés**

Le titulaire devra se conformer aux exigences de sécurité du site établies par la personne publique. Le personnel devant pénétrer sur un site ou une enceinte sécurisée devra être au préalable habilité par le service bénéficiaire et se verra ou non délivrer une carte d'accès provisoire. En fonction de l'activité sur le site, le service bénéficiaire pourra refuser à quiconque l'accès à ses locaux à certains jours ou certaines heures.

Par dérogation à l'article 32.2 du CCAG-FCS, l'administration se réserve le droit d'interdire l'accès aux locaux des sites du ministère de l'Intérieur et de demander le remplacement immédiat des personnes jugées, par elle, indésirables sans être tenue d'en préciser le motif. Cette disposition s'applique également aux co-traitants et sous-traitants.

### **5.4 – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

Le titulaire est responsable de l'application de la réglementation du travail, du respect des règles d'hygiène, de sécurité et de la réglementation en vigueur.

Dès la notification du marché et avant tout commencement d'exécution des prestations, le titulaire concerné doit remettre à la personne publique une attestation sur l'honneur indiquant s'ils ont ou non l'intention de faire appel pour l'exécution du marché à des salariés de nationalité étrangère. Dans l'affirmative, il doit certifier que ces salariés sont, ou seront, autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

**Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exiger du titulaire de chaque marché le remplacement d'un de ses membres du personnel affecté qui se serait rendu coupable de manquements graves ou préjudiciables dans le cadre professionnel, ou qui n'aurait pas les qualifications ou compétences requises pour assurer les prestations contractuelles.**

## **ARTICLE 6 – LES PERSONNELS D'INTERVENTION**

## **6.1 – Personnel du titulaire**

Le titulaire recrute ou affecte au fonctionnement du service le personnel qui lui est nécessaire pour remplir sa mission, en nombre et en qualification.

Compte tenu du caractère spécifique des bâtiments propres aux sites du ministère de l'Intérieur, le personnel devra recevoir l'agrément **préalable** de l'administration.

Le personnel devra être employé conformément aux dispositions législatives, réglementaires et conventionnelles en vigueur. Le titulaire est notamment tenu d'appliquer les textes légaux et réglementaires en vigueur, en matière de sécurité sociale et législation du travail.

L'administration pourra faire effectuer toutes les vérifications qu'elle jugera nécessaire.

## **6.2 – Convention collective applicable**

Le personnel est soumis aux dispositions du code du travail et de la convention collective nationale du personnel des entreprises en vigueur.

Le titulaire communique au responsable des sites du ministère de l'Intérieur la convention collective applicable à ce personnel qui doit être en mesure d'en prendre connaissance.

## **6.3 – Droits et obligations du personnel**

Le titulaire veille à l'application stricte des règles relatives à l'hygiène du personnel, particulièrement en période d'urgence sanitaire

Le titulaire prend la responsabilité du suivi médical correspondant en soumettant le personnel à une visite médicale obligatoire selon la fréquence réglementaire pour constater son aptitude médicale à l'exercice du service.

Le titulaire fournit au personnel une tenue vestimentaire adaptée à ses fonctions ainsi que tout le nécessaire pour satisfaire aux obligations précitées.

## **6.4 – Discipline**

Le titulaire et son personnel devront se conformer au règlement de service propre à chaque structure du ministère de l'Intérieur.

Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra demander, dans le cadre des procédures imposées par le code du travail et la convention collective, le déplacement des agents qui se seraient rendus coupables de fautes dans l'exécution du service.

Le titulaire porte à la connaissance du représentant du pouvoir adjudicateur la totalité des éléments d'information en sa possession, relatifs aux fautes commises et à leur(s) auteur(s).

## **6.5 – Reprise du personnel**

Le titulaire de chaque marché issu de la consultation n°2025-27 s'engage, lors de la notification du contrat qui le concerne, à reprendre le personnel affecté lors de l'exécution du marché précédent, conformément à la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011 fixant les conditions d'une garantie d'emploi et de la continuité du contrat de travail du personnel en cas de changement de prestataire, ainsi qu'à l'article L1224-1 du code du travail indiquant que le contrat de travail du salarié sera automatiquement transféré au repreneur.

# **ARTICLE 7 – DÉVELOPPEMENT DURABLE**

En application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, les conditions d'attribution et d'exécution des marchés issus de la consultation n°2025-27, comportent des éléments qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement.

## **7.1 – Clauses environnementales**

Le titulaire de chaque marché devra s'efforcer, sur site et / ou en amont du site, de préserver l'environnement, par exemple par les mesures d'ordres suivantes :

## Restauration

- Solutions de réduction du gaspillage alimentaire : Les prestataires pourront mettre en place des technologies ou méthodes permettant de réduire le gaspillage alimentaire, comme les systèmes de gestion de stock intelligent ou les techniques de conservation novatrices ;
- Traçabilité et transparence des produits : Les prestataires pourront garantir une traçabilité complète de tous les produits alimentaires, par exemple, à l'aide de technologies comme les QR codes ou les plateformes numériques ;
- Gestion des déchets alimentaires : Les prestataires pourront intégrer des solutions innovantes pour la gestion des déchets alimentaires, comme des composteurs intelligents, ou des partenariats avec des entreprises de valorisation des déchets alimentaires ;
- Réduction de l'empreinte carbone : Les prestataires pourront mettre en œuvre des pratiques visant à réduire l'empreinte carbone des repas proposés, telles que l'utilisation de circuits courts ou la réduction des émissions liées à la production et au transport ;
- Repas "zéro déchet" avec compostage sur place : Le prestataire pourront fournir des solutions complètes pour réduire les déchets alimentaires, en mettant en place des systèmes de compostage sur place et en réutilisant les restes pour créer de nouveaux produits ;
- Approvisionnement durable : Les fournisseurs pourront proposer des produits alimentaires locaux, bio, ou issus de pratiques agricoles durables et responsables ;
- Intégration de la loi EGalim en restauration collective : article 24 de la loi 2018-938 du 30 octobre 2018 et décret n° 2019-351 du 23 avril 2019 relatif à la composition des repas servis dans les restaurants collectifs en application de l'article L.230-5-1 du code rural et de la pêche maritime, modifié par la Loi n°2021-1104 du 28 août 2021, qui prévoit des mesures pour améliorer la qualité des repas servis par la restauration collective (notamment l'objectif d'atteindre un taux d'approvisionnement de 50% de produits durables et de qualité, dont 20% de produits issus de l'agriculture biologique).

## Blanchissage

- Adoption de solutions écoresponsables : Les prestataires pourront proposer des produits de blanchissage et d'hygiène respectueux de l'environnement (par exemple, des produits biodégradables, sans produits chimiques toxiques) ;
- Réduction de l'empreinte écologique : Le prestataire pourront proposer des solutions permettant de réduire la consommation d'eau, d'énergie et les déchets, tout en optimisant la qualité des services ;
- Digitalisation des processus de gestion : Les prestataires pourront fournir des systèmes de gestion numériques pour suivre l'utilisation des produits, la planification des prestations de blanchissage, et la traçabilité des produits d'hygiène ;
- Solutions circulaires : Le prestataire pourront proposer des solutions qui favorisent l'économie circulaire, notamment des produits réutilisables ou réparables, et des services permettant le recyclage des textiles et emballages ;
- Innovation en matière de matériaux : Les produits d'hygiène et de blanchissage pourront utiliser des matériaux innovants (par exemple, des textiles techniques qui nécessitent moins de lavage, ou des emballages biodégradables pour les produits d'hygiène) ;
- Conformité aux normes : Les solutions proposées doivent être conformes aux dernières normes et certifications en matière d'hygiène, de sécurité et de durabilité environnementale ;
- Réduction des risques chimiques : Les produits d'hygiène et de blanchissage proposés doivent être exempts de substances chimiques nocives et inclure des alternatives naturelles et moins polluantes.

Dans le mémoire technique qu'il aura fourni lors du dépôt de son offre, le titulaire de chaque marché aura produit les engagements qu'il appliquera dans le cadre du marché sur l'ensemble des points cités ci-avant.

## 7.2 – Clause d'insertion par l'activité économique

Une clause sociale d'insertion professionnelle **comme condition d'exécution** est mise en place pour chaque marché issu de la consultation n°2025-27.

### 7.2.1. Principe

Dans le cadre de la politique d'insertion professionnelle menée par l'acheteur, les marchés issus de la consultation n°2025-27 font l'objet de dispositions particulières.

#### 7.2.1.1. Publics éligibles

Le titulaire de chaque marché s'engage à réaliser une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés professionnelles et/ou sociales particulières et répondant à l'une des catégories suivantes :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;



- les bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active et autres minimas sociaux (ASS, AI...) ;
- les demandeurs d'emploi reconnus travailleurs handicapés avec une RQTH à jour et validée par la MDPH du département ;
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau inférieur ou égal au niveau 3, sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi ;
- les jeunes de moins de 26 ans, diplômés, de niveau supérieur au niveau 3, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi connu du Service Public de l'Emploi ;
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans et ayant des difficultés d'insertion professionnelle ;
- les personnes prises en charge par les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L.5132-4 du code du travail sur avis motivé des structures précisant les difficultés d'insertion professionnelle ;
- les personnes prises en charge dans les secteurs adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées (EA), des entreprises adaptées de travail temporaire (EATT) ou usagers des ESAT ;
- les personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

Le facilitateur peut valider l'éligibilité d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières.

Il sera demandé aux entreprises de prendre en considération de manière particulière les candidatures qui lui seront transmises par le facilitateur et ses partenaires territoriaux.

Pour les candidatures qui ne seraient pas déjà identifiées par le facilitateur, l'entreprise s'engage à fournir un justificatif démontrant leurs éligibilités au titre de la clause sociale de moins de 3 mois.

L'éligibilité ne peut être validée, par délégation du Donneur d'ordre que par le facilitateur mandaté sur le marché concerné et en amont de toute prise de poste. Aucune éligibilité ne pourra être reconnue pour les salariés déjà en activité sur le marché.

Il sera réservé obligatoirement, à l'occasion de l'exécution du marché concerné, un volume d'heures minimum à consacrer à l'insertion.

#### **7.2.1.2. Volume d'heures de travail réservées**

Pour chacun des marchés issus de la consultation n°2025-27, le nombre d'heures d'insertion à réaliser, pour la durée totale du marché (reconductions éventuelles comprises), est fixé à au-moins 350 heures (10 semaines) par an soit 1 400 heures sur 4 ans (40 semaines), avec un démarrage de la réalisation des heures attendu 18 mois au plus tard après la notification du marché concerné.

Le nombre d'heure d'insertion par l'activité pourra être réparti comme suit :

- 175 heures par an pour les prestations de nettoyage des locaux.
- 175 heures par an pour les autres prestations prévues aux marchés.

#### **7.2.1.3. Comptabilisation des heures**

Les heures comptabilisées sont les suivantes :

- les heures travaillées rémunérées ;
- les congés payés, pris à l'occasion du marché concerné ;
- les jours fériés, pris sur le marché concerné ;
- les jours d'intempéries (sauf si l'organisme extérieur paie sans facturer auprès de l'entreprise) ;
- les arrêts maladie, pris à l'occasion du marché concerné ;
- les accidents de travail ;
- les congés exceptionnels (paternité...) ;
- les heures de formation réalisées dans le cadre du contrat de travail (CDD, CDI, alternance, intérimaire) ou lors de CDPI, de CIPI (ou équivalent), si les formations préalables sont suivies de missions chez le titulaire et à condition que le projet ait été préalablement convenu entre les parties (publics en insertion, opérateur, facilitateur et entreprise). Le nombre d'heures de travail doit être supérieur au nombre d'heures de formation.

En cas d'arrêt maladie et d'accident du travail, il est demandé à l'entreprise concernée d'informer le facilitateur afin d'étudier les modalités de remplacement.

Durant l'exécution du marché, un bilan de l'engagement d'insertion sera réalisé pour tenir compte de l'évolution des salariés en insertion et adapter, si nécessaire les modalités d'insertion au présent marché.

#### 7.2.1.4. Durée de la valorisation au titre de la clause sociale

- **Règle générale**

Pour un participant éligible à la clause sociale et répondant aux critères définis ci-dessus, ses heures de travail seront valorisées pour une durée maximum de 24 mois sur la même procédure d'achat.

La comptabilisation des heures ne peut se faire que sur la période effective de réalisation du marché concerné.

- **Cas particulier**

- **Valorisation d'un même candidat à travers plusieurs contrats de travail**

Dans le cadre d'une même procédure d'achat (y compris sur des lots différents), un même candidat peut être valorisé au titre des clauses sociales à travers plusieurs contrats différents issus ou non du même employeur. Toutefois, dans le cas où une période d'interruption entre deux contrats serait supérieure à 6 mois, l'éligibilité de la personne concernée devra impérativement être vérifiée et démontrée. Un même individu ne peut toutefois pas être valorisé plus de 24 mois sur une même procédure.

- **L'embauche en CDI du candidat**

Si l'entreprise embauche en contrat à durée indéterminée le salarié en insertion, recruté en application de la clause sociale d'insertion du marché (dans le respect des conditions citées ci-dessus) la durée de valorisation totale du salarié sera de 36 mois. Cette durée sera, dans tous les cas, mesurée à partir de la date de sa première embauche en application de la clause sociale dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat.

- **La globalisation**

Si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion sociale, le titulaire peut solliciter auprès du donneur d'ordre et/ou du facilitateur la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi. Celle-ci doit être définie dans les documents particuliers du marché.

La globalisation pour des marchés issus de différents donneurs d'ordre est possible en cas d'accord des différents acteurs.

La clause doit faire profiter prioritairement les habitants du bassin d'emploi. Néanmoins, en cas de marchés limitrophes ou plus éloignés encore, la globalisation pourra être accordée sur justification (besoins explicites pour le candidat en matière de poursuite de parcours, nombre d'heures non significatif...). La demande est étudiée par le facilitateur et le donneur d'ordre. Elle peut être recevable par le facilitateur et le donneur d'ordre si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié et les heures d'insertion, réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

#### 7.2.1.5. Modalités de réalisation

Dans le cadre de leurs engagements, plusieurs formes de réalisation sont proposées aux entreprises attributaires.

Toutes les heures, selon l'une ou les différentes modalités mobilisées, ne peuvent être comptabilisées que sur les contrats commençants a posteriori de la date d'attribution du marché ou du premier ordre de service et affectées obligatoirement à la réalisation dudit marché.

L'éligibilité est liée au statut de la personne et non à la modalité de réalisation.

- **Modalité n°1 : Embauche directe**

Elle peut se traduire par le recrutement direct : CDI, CDD, contrats en alternance (apprentissage ou professionnalisation)...

- **Modalité n°2 : La mise à disposition de personnel**

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à disposition des salariés en insertion durant la durée du marché.

Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'une association intermédiaire (AI), d'une Entreprise Adaptée de travail Temporaire (EATT), d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou d'une Entreprise de travail temporaire, ...

- **Modalité n°3 : Recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE) ou d'un ESAT ou d'une EA**

Dans le cadre de la co-traitance, l'entreprise classique et la structure d'insertion répondent en commun à la présente consultation. Elles s'engagent conjointement non seulement sur l'ensemble des travaux mais aussi sur l'objectif d'insertion et la répartition de celle-ci.

Il est possible d'opter pour l'une ou l'autre de ces formules ou une combinaison de celles-ci : Il est ainsi possible de recourir à la mise à disposition de personnels, suivi d'un contrat de travail directement porté par le titulaire. Les personnes en insertion devront être intégrées dans les équipes de travail sur des postes productifs ou d'appui à la réalisation du présent marché (administratif, commercial, logistique, ...).

#### **7.2.1.6. En cas de recours à la sous-traitance**

En cas de sous-traitance, le titulaire s'engage à informer le facilitateur et l'administration afin de recueillir au préalable leur validation quant à la répartition de la volumétrie d'insertion.

Le titulaire est tenu de faire respecter la condition d'exécution relative à l'insertion par son sous-traitant. La part sous-traitée ne pourra en aucun cas excéder la volumétrie définie à l'article 7.2.1.2. du présent document.

En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché concerné et de l'obligation d'insertion.

#### **7.2.2. Accompagnement de l'insertion**

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, l'administration a mis en place une procédure spécifique d'assistance, gérée par :

**Pour le site du CRA de LESQUIN :**  
Maison de l'Emploi – Impulsions Métropole Sud  
202 bis, rue Louis Braille  
BP32  
59 790 RONCHIN  
Contact : Alexandre LEON  
Tél : 03.20.97.43.20. / 07.49.13.52.51.  
Courriel : [aleon@impulsions-ms.fr](mailto:aleon@impulsions-ms.fr)

**Pour le site du CRA de COQUELLES :**  
La fabrique défi – Calais  
21 rue Mollien  
62 100 CALAIS  
Contact : Bertrand SEGUIN  
Tél : 06.28.09.99.14.  
Courriel : [bseguin@lafabriquedefi-calais.fr](mailto:bseguin@lafabriquedefi-calais.fr)

Le facilitateur a pour mission :

- d'assister les entreprises soumissionnaires dans leur réponse à la clause liée à l'action d'insertion ;
- de rappeler les modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion ;
- d'accompagner les entreprises pour leur recrutement lié à l'obligation de réaliser leurs heures d'insertion (définition d'un profil de poste, d'un processus de recrutement, positionnement des publics prioritaires...) ;
- de favoriser l'insertion professionnelle des publics prioritaires (montée en compétences et en qualification, construction de parcours professionnel...) ;
- de suivre l'application de la clause pour l'administration ;
- Faciliter les relations entre l'administration, l'entreprise titulaire, les opérateurs économiques concernés et les publics en insertion.

### **7.2.3. Modalités de contrôle**

#### **7.2.3.1. Dispositions générales**

Le titulaire est tenu de fournir au facilitateur tous les éléments nécessaires au suivi et au contrôle du déroulement des actions d'insertion.

De façon mensuelle (ou trimestrielle), le titulaire fournit (sous huitaine ou quinzaine, maximum) tous les renseignements utiles propres à permettre le contrôle de l'exécution de la mise en œuvre de l'action d'insertion.

Le facilitateur produira à la demande du donneur d'ordre ou de l'entreprise les renseignements relatifs à la mise en œuvre de la clause.

Le défaut d'information de la part du titulaire entraîne l'application d'une pénalité prévue à l'article 13.2 du présent CCAP.

Pour faciliter la réalisation de la clause sociale, le facilitateur ou le donneur d'ordre fournit à l'entreprise un dossier « *Modalités de mise en œuvre des considérations sociales* » comprenant la liste des pièces attendues en fonction des situations et des fiches types de justification.

#### **7.2.3.2. Difficultés d'exécution, notamment d'ordre technique**

En cas de difficultés, le titulaire doit, sous huit jours calendaires suite à la déclaration de sa situation auprès des instances prévues à cet effet, informer l'administration et le facilitateur par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, le facilitateur étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir, si possible, aux objectifs.

En cas de manquement du titulaire à son engagement d'insertion, l'administration peut procéder à la résiliation du bon de commande ou du marché dans les conditions prévues dans le présent CCAP.

Lorsque le titulaire rencontre des difficultés d'ordre économique et qu'il est tenu de recourir au chômage partiel de toute ou partie de ses salariés, il en informe sans délai l'administration et le facilitateur.

A ce titre il produit au facilitateur une copie de la « *décision d'attribution d'une allocation spécifique* » délivrée par la DREETS qui fixe la durée et le volume maximum autorisé ou une copie de la « *convention de chômage partiel* ».

Après réception de la demande et des justificatifs, le facilitateur procède à l'instruction de la demande et précise la période de suspension des stipulations de la clause d'insertion sociale. Dès lors et sous réserve de justification, le titulaire peut bénéficier de la suspension de l'application des stipulations de la clause d'insertion sociale si les fonctions impactées par la mesure de chômage partiel correspondent à celles prévues au marché.

Par ailleurs, la durée de la mesure de chômage partiel doit intervenir pendant la durée d'exécution effective du marché.

Ainsi le titulaire ne peut prétendre à la suspension de l'application de la clause d'insertion s'il a recours à une sous-traitance pour des tâches visées par la clause d'insertion et que le sous-traitant n'est pas lui-même touché par une mesure de chômage partiel.

#### **7.2.3.4. Défaut de mise en œuvre de l'action d'insertion sociale**

En cas de manquement du titulaire à son engagement d'insertion et sans préjudice d'une éventuelle procédure de résiliation du contrat aux torts du titulaire dans les conditions décrites dans le présent CCAP, l'administration applique une pénalité dans les conditions définies à l'article 13 du présent document.

#### **7.2.3.5. Règles liées au respect du RGPD**

Le titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs est confiée au facilitateur. Ces données sont traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Arche MC2 à la demande de La Fabrique DÉFI et IMPULSIONS MÉTROPOLE SUD qui ont fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants du titulaire, les représentants de l'administration, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

Le titulaire ou le facilitateur est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de 48 mois à partir du premier jour de la prise de poste et 24 mois après la fin de la période

concernée par le contrat.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi / insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

#### **Site de COQUELLES :**

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant le délégué à la protection des données par mél à [nvanderpotte@lafabriquedefi-calais.fr](mailto:nvanderpotte@lafabriquedefi-calais.fr) (La Fabrique DÉFI) ou par courrier à l'attention du délégué à la protection des données, Natacha VANDERPOTTE, 21 rue Mollien, 62 100 CALAIS.

#### **Site de LESQUIN :**

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant le délégué à la protection des données par mél à [mcappon@impulsions-ms.fr](mailto:mcappon@impulsions-ms.fr) (IMPULSIONS METROPOLE SUD) ou par courrier à l'attention du délégué à la protection des données, Marcel CAPPON, Directeur Administratif et Financier, 202 bis rue Louis Braille BP 32 – 59 790 RONCHIN.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75 334 PARIS CEDEX 07.

#### **7.2.4. L'insertion à l'issue du contrat**

Pendant et à l'issue du contrat, l'entreprise titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes en postes d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif conformément au présent article.

A l'issue des prestations, l'entreprise titulaire du contrat s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion.

### **7.3 – Clause incitative pour la promotion des achats responsables dans les marchés et la vie des affaires**

Dans le cadre de l'amélioration de la démarche RSE entreprise par le titulaire, le ministère de l'Intérieur est détenteur du label « relation fournisseurs achats responsables » (RFAR) adossé à la norme ISO 20400/2017 délivré par la médiation des entreprises et le Conseil National des Achats (CNA).

Afin d'harmoniser les bonnes pratiques établies entre tous les fournisseurs et sous-traitants intervenant dans ses marchés publics, le représentant du pouvoir adjudicateur incite l'ensemble des titulaires à se conformer à la norme ISO 20400/2017, aux exigences du label RFAR et de la charte RFAR et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère de l'Intérieur de toute démarche entreprise en la matière, et notamment la signature de la charte RFAR, puis le dépôt d'un dossier de candidature au label susmentionné et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400/2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises, en association avec le CNA vous accompagnera dans cette démarche. Pour plus d'informations, veuillez consulter le lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

## **ARTICLE 8 – RÉPARATION DES DOMMAGES**

Les dommages de toute nature causés, du fait de l'exécution du marché, au personnel ou aux biens du :

- pouvoir adjudicateur par le titulaire sont à la charge du titulaire ;
- titulaire par le pouvoir adjudicateur sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

## ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie conformément à l'article 9 du CCAG-FCS.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du présent marché aux torts du titulaire.

## ARTICLE 10 – CONTENU ET CARACTÈRE DES PRIX

### 10.1 – Forme de prix

Les prix sont mixtes et comprennent l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres et plus généralement tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations, de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'ajouter.

Ils sont libellés en euros hors TVA.

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) applicable aux prestations de restauration est de 10 %.

La TVA applicable aux prestations de nettoyage, blanchissage et fourniture des kits de toilettes est de 20 %.

En cas de modification réglementaire d'un taux de TVA, le nouveau taux s'appliquera de fait sur l'ensemble des paiements postérieurs à la publication officielle de cette modification.

#### **Les marchés issus de la consultation n°2025-27 sont traités via :**

- le cadre de DPGF pour les prestations de nettoyage et pour les prestations d'entretien courant et de maintenance des gros matériels de restauration et de blanchissage (annexe 2 de l'acte d'engagement) ;
- le BPU (annexe 3 de l'acte d'engagement) pour les prestations / fourniture de :
  - restauration ;
  - blanchissage (sur la base des quantités réellement traitées) ;
  - nécessaires de toilettes (sur la base des quantités réellement distribuées) ;
  - lessive et de désinfectant (sur la base de la consommation réelle).

Les prestations gérées par prix unitaires font l'objet de bons de commande.

### 10.2 – Révision de prix

Les prix des marchés issus de la consultation n°2025-27 sont réputés sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres.

Ce mois est appelé « mois zéro » Mo. Il est précisé à l'acte d'engagement.

La révision des prix interviendra une fois par an, à la date anniversaire du début des prestations de chaque marché.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'accepter une révision de prix exceptionnelle en application des indices ci-dessous, dans le cas où la conjoncture serait susceptible de bouleverser l'équilibre économique du marché.

L'application de cette révision exceptionnelle sera appréciée par le représentant du pouvoir adjudicateur en tenant compte d'éléments mesurables et quantifiables fournis par le titulaire.

Les indices de références choisis en raison de leurs structures pour la révision des prix du marché régis par le présent CCAP, sont les suivants :

	Indices de références	Intitulés des indices
<b>Restauration</b>		
A	CPF 56.29 (010766559)	Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – Autres services de restauration – Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes
<b>Nettoyage</b>		
B	CPF 81.2 (010766545)	Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – Services de nettoyage – Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes
C	ICHT-TS – Coût horaire du travail – Tous salariés (001565196)	Coût horaire du travail révisé – Salaires, revenus et charges sociales – Tous salariés (ICHTrev-TS) – Activités de services administratifs et de soutien – Indices mensuels – Base 100 en décembre 2008
<b>Blanchissage – nécessaires de toilettes</b>		
D	Indice TCH 2015 (001763861)	Indice des prix à la consommation – Base 2015 – Ensemble des ménages – France – Transports, communications et hôtellerie (TCH)
<b>Entretien courant et maintenance des gros matériels de restauration et de blanchissage</b>		
E	ICHT-IME – Coût de la main d'oeuvre et du travail – Tous salariés (001565183)	Salaires, revenus et charges sociales - Coût de la main d'oeuvre et du travail - Indices du coût horaire du travail révisé - Tous salariés (ICHTrev-TS) - Indices mensuels - Industries mécaniques et électriques (NAF 25-30 32-33) – Base 100 en décembre 2008

Les prix seront révisés par application des formules suivantes :

- **Restauration**

$$P_n = P_o \times ( 0,15 + 0,85 \times \frac{A_n}{A_o} )$$

- **Nettoyage**

$$P_n = P_o \times ( 0,125 + ( 0,775 \times \frac{C_n}{C_o} ) + ( 0,10 \times \frac{B_n}{B_o} ) )$$

- **Blanchissage – nécessaires de toilettes**

$$P_n = P_o \times ( 0,15 + 0,85 \times \frac{D_n}{D_o} )$$

- **Entretien courant et maintenance des gros matériels de restauration et de blanchissage**

$$P_n = P_o \times ( 0,15 + 0,85 \times \frac{E_n}{E_o} )$$

avec :

P<sub>n</sub> : prix révisé, hors TVA.

P<sub>o</sub> : prix au mois Mo, hors TVA.

A<sub>n</sub> ; B<sub>n</sub> ; C<sub>n</sub> ; D<sub>n</sub> ; E<sub>n</sub> : valeur des derniers indices définitifs et publiés à la date anniversaire du début des prestations.

A<sub>o</sub> ; B<sub>o</sub> ; C<sub>o</sub> ; D<sub>o</sub> ; E<sub>o</sub> : valeur des indices de référence à la date d'établissement des prix au mois Mo.

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, le coefficient de révision est arrondi à la quatrième décimale supérieure.

Le titulaire soumet les révisions de prix au bureau des marchés publics du SGAMI Nord pour validation à l'adresse courriel suivante : [sgami-nord-dagf-bmp@interieur.gouv.fr](mailto:sgami-nord-dagf-bmp@interieur.gouv.fr) à la date anniversaire de la notification du marché.

À ce titre, le titulaire joindra le détail du calcul du taux de révision, dans le respect de la formule paramétrique et des indices mentionnés ci-avant, ainsi que le BPU et le cadre de DPGF révisés.

Les nouveaux montants s'appliqueront à compter du lendemain de la date anniversaire du début de prestations du marché, sous réserve de validation du bureau des marchés publics du SGAMI Nord.

### **10.3 – Clause de sauvegarde**

Si, pendant le délai contractuel, le coût des prestations subit une variation de plus ou moins 3% durant une année contractuelle, l'une ou l'autre des parties peut demander un aménagement en vue de rétablir une équitable concordance entre la tarification et les conditions économiques de l'époque (fixation de nouveaux indices plus adaptés). Un avenant sera alors rédigé.

Cependant, le titulaire devra apporter la preuve qu'il n'est pas à l'origine de ces dérives provoquées par une mauvaise exécution de ces prestations.

Par dérogation à l'article 38 du CCAG-FCS, aucune des deux parties ne pourra ignorer ou refuser une telle demande, faute de quoi, la partie lésée pourra résilier le marché sans indemnité.

Il en serait de même si la définition ou la contexture de l'un des paramètres d'indexation venait à être changée, ou s'il cessait d'être publié, ou si de nouveaux textes législatifs et réglementaires transformaient les conditions techniques ou financières de l'exploitation.

## **ARTICLE 11 – CLAUSES DE FINANCEMENT**

### **11.1 – Retenue de garantie – cautionnement**

Aucune retenue de garantie ne sera appliquée.

### **11.2 – Avance et remboursement de l'avance**

En application des articles R.2191-3 à R.2191-12 du code de la commande publique, si le montant du marché excède 50 000,00 € HT, et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, une avance pourra être versée au titulaire sauf en cas de refus par celui-ci précisé dans l'acte d'engagement.

Son montant est égal à 30% du montant initial du marché (en prix de base) si le délai "N" d'exécution du marché exprimé en mois n'excède pas douze mois.

Il est égal au produit de ces trente pour cent (30%) par 12/N ("N" étant exprimé en mois) si le délai "N" dépasse douze mois.

Le mandatement de cette avance interviendra dans le délai d'un mois à compter de la notification du marché.

Le remboursement de cette avance sera effectué lorsque le montant cumulé des factures présentées par le titulaire atteint ou dépasse 50% du montant initial (hors TVA) du marché.

Le montant de l'avance ne peut être ni révisé, ni actualisé.

### **Avance aux sous-traitants**

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés est au moins égal au seuil de 50 000,00 € HT susvisé et si le délai des prestations est supérieur à deux mois. Le versement de cette avance, dont le montant doit être au plus égal à 25% du montant des prestations sous-traitées et son remboursement sont effectués à la diligence du titulaire ayant conclu le contrat de sous-traitance ; le titulaire prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.



## ARTICLE 12 – MODALITÉS DE FACTURATION ET RÈGLEMENT

Les prix des prestations des marchés issus de la consultation n°2025-27 sont mixtes :

- forfaitaires pour les prestations de nettoyage et celles d'entretien courant et de maintenance des gros matériels de restauration et de blanchissage, telles définies par les DPGF (annexes 2 à l'acte d'engagement) ;
- unitaires pour les prestations de restauration, de nettoyage, de blanchissage et de fourniture des kits de toilettes, telles définies par les BPU (annexes 3 à l'acte d'engagement).

### 12.1 – Modalités de paiement du titulaire

La facturation est mensuelle.

Chaque facture doit séparer les prestations à prix forfaitaires des prestations sur base de prix unitaires.

Elle doit mentionner, au minimum, les indications suivantes :

- la référence du marché (numéro d'EJ et objet) ;
- la nature des prestations ;
- le nom, numéro SIRET et adresse du titulaire ;
- le numéro du compte bancaire ou postal du titulaire ;
- le montant total HT ;
- le taux de TVA ;
- le montant de la TVA ;
- le montant total TTC ;
- la date, le numéro de facture et la signature du titulaire.

Chaque facture devra être accompagnée des justificatifs nécessaires (copies de bons de commandes pour les prestations à prix unitaires...).

La facturation des prestations de restauration est réalisée sur la base des produits séparés et non sur la base d'un plateau (ensemble de produits), notamment pour les petits-déjeuners.

Il est rappelé que le numéro d'engagement juridique (EJ) du marché concerné doit **obligatoirement** figurer sur la facture. Toute facture qui ne comportera pas le numéro EJ ne pourra pas être traitée et sera retournée au titulaire pour modification.

### 12.2 – Envoi dématérialisé

Il est fait application de l'article 11 du CCAG-FCS pour les modalités de règlement des comptes.

Les modalités du règlement des comptes du marché seront les suivantes :

- les prestations ayant donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes ;
- le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte ;
- les acomptes correspondent aux prestations exécutées.

En application du décret 2019-748 du 18 juillet 2019, toutes les entreprises titulaires d'un marché public avec l'État doivent dématérialiser l'envoi de leurs factures en utilisant le portail :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

**Code service exécutant de la plateforme CHORUS : MI5PLTF059**  
**SIRET : 11 000 201 100 044**

Ce dispositif permet aux entreprises, après inscription, de saisir en ligne leur facture ou d'en déposer en version PDF, cela permet ainsi de transmettre de façon directe et sécurisée des informations à la plate-forme d'exécution financière pour prise en charge et mise en paiement, de suivre l'avancement du traitement de ses factures dématérialisées. Cette solution gratuite pour l'entreprise offre l'avantage de fluidifier la relation à l'administration et de faciliter le paiement des prestations.

### 12.3 – Délais de paiement

Sur la base des factures reçues du titulaire du marché, les sommes dues par l'administration au titulaire sont payées dans un délai de 30 jours. Ce délai, appelé délai de paiement dans le présent CCAP, court de la date de réception de la facture au Centre de Services Partagés CHORUS à la date de virement par le comptable.

Seul l'horodatage Chorus Pro fait foi.

Passé ce délai, des intérêts moratoires seront dus. Le taux d'intérêt est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Une indemnité forfaitaire d'un montant fixé à 40,00 € sera également versée pour frais de recouvrement et, sur justification, des frais de recouvrement supérieurs pourront donner droit à une indemnisation complémentaire.

#### **12.4 – Rémunération en cas d'un groupement d'entreprises**

Dans le cas d'un marché passé avec des entrepreneurs groupés solidaires, les prestations exécutées font l'objet d'un paiement à un compte unique ouvert au nom des entreprises groupées ou du mandataire, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre ces entreprises et indique les modalités de cette répartition.

Dans le cas d'un marché passé avec des entreprises groupées conjoints, les prestations exécutées par chacun d'eux font l'objet d'un paiement individualisé.

Dans tous les cas où les prestations exécutées ne font pas l'objet d'un paiement à un compte unique, le calcul du montant des avances prévues par la réglementation, est fait pour chaque lot du marché et faisant l'objet d'un paiement individualisé.

#### **12.5 – Déclaration et paiement des sous-traitants**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

L'utilisation du formulaire DC4 est recommandée (disponible sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>).

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur, ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- la référence aux lignes de postes du cadre de décomposition du prix global et forfaitaire correspondant aux prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Le sous-traitant ne peut être accepté que s'il justifie avoir contracté une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et s'il a fourni une attestation sur l'honneur indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le silence du pouvoir, adjudicateur gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement (articles R.2193-1 à R.2193-16 du code de la commande publique).

**Toute demande d'agrément d'un sous-traitant devra être signée à la fois par le titulaire du marché qui désire sous-traiter et par le sous-traitant envisagé.**

**Le titulaire s'engage à ne pas faire intervenir un sous-traitant qui ne serait pas agréé par le pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant ne peut intervenir qu'après notification de l'agrément de l'acte spécial de sous-traitance.**

#### **Modalités de paiement direct**

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600,00 € toutes taxes comprises (articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique), le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, si elles ne sont pas prévues par le marché, sont constatées par un avenant ou un acte spécial signé par

le pouvoir adjudicateur et par le titulaire, qui comporte l'ensemble des renseignements mentionnés, ci-dessus, ainsi que les modalités de règlement des sommes à payer directement aux sous-traitants.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au pouvoir adjudicateur ou à la personne désignée par lui dans le marché.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire à sa demande d'acompte ou au projet de décompte la facture du sous-traitant (avec la mention TVA auto-liquidée, dans le cas où l'auto-liquidation s'applique), ainsi qu'une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler par le représentant du pouvoir adjudicateur à chaque sous-traitant concerné, cette somme tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA (sauf dans le cas où l'auto-liquidation s'applique). La demande d'acompte ou le projet de décompte du titulaire doit faire apparaître la part des prestations qui lui sont propres et la part des prestations sous-traitées avec, le cas échéant, la mention d'autoliquidation de la TVA.

#### **Si le titulaire est un groupement d'entreprises :**

L'acceptation de la somme à payer à chacun des sous-traitants fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des titulaires du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA (sauf dans le cas où l'auto-liquidation s'applique).

Si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

### **12.6 – Nantissement**

Il sera fait application des dispositions prévues par l'article R.2193-22 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 13 – PÉNALITÉS**

### **13.1 – Généralités**

Par dérogation de l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités ne seront pas limitées dans leurs applications. De même, en cas de constat de plusieurs manquements, ces dernières pourront être cumulées.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération ne sera appliquée pour les pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 €.

### **13.2 – Application des pénalités**

Les pénalités, listées dans le présent article, sont établies par dérogation aux articles 14.1 et 14.2 du CCAG-FCS.

L'application d'une pénalité n'exclut en rien la responsabilité du titulaire sur les conséquences indirectes des prestations (non ou mal exécutée).

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de force majeure auxquelles seules sont assimilées les interruptions dans la fourniture d'électricité, de gaz, des fluides thermo-frigorifiques et d'eau du fait des compagnies distributrices.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur formalisera les manquements, les pénalités sus-visées, sur le formulaire EXE13 (Ministère de l'économie et des finances / Direction des affaires juridiques) et transmettra celui-ci via l'application PLACE, sans mise en demeure préalable. Le montant des pénalités sera imputé par réfaction sur facture.

En cas de non-respect des dispositions au CCAP il sera fait application des pénalités suivantes :

<b>GÉNÉRALITÉS</b>	
Non désignation du responsable d'encadrement	100 € par jour de retard
Absence du responsable d'encadrement sans remplacement	50 € par jour
Non respect des clauses de recyclages des déchets	500 € par infraction constatée
Absence de déclaration sous-traitance	Forfait de 1 000 € par sous-traitant non déclaré
Absences de rapport annuel (bilan restauration – Nettoyage - Blanchissage)	100 € par jour de retard
Non respect des créneaux horaires de présence du responsable d'encadrement	500 € par infraction constatée

<b>FOURNITURES DE REPAS</b>	
Non respect de la tenue de travail	50 € par jour
Non respect des contrôles	100 € par contrôle non effectué
Non respect des échantillons témoins	100 € par échantillon manquant
Non respect de la composition des plateaux repas	50 € par plateau
Non respect de la composition des paniers repas paniers déjeuner	50 € par panier
Non respect de la composition des kits couverts	20 € par kit
Non respect de l'heure de livraison	100 € par service non respecté
Défaut d'exécution reposant sur un risque	100 € par jour
Non transmission des documents relatifs au marché (liste nominative du personnel...)	10 € par jour
Non respect des dates de péremption	100 € par barquette périmée servie ou en stock
Commande de repas non validée auprès des autorités du CRA / absence de validation des menus par le chef de centre	50 € par jour
Non respect loi EGAlim	500 € par infraction
Prestation de restauration réalisée par du personnel affecté à d'autres tâches (nettoyage, ...)	500 € par infraction constatée

<b>NETTOYAGE</b>	
En cas de non-exécution, d'exécution partielle ou insatisfaisante des prestations régulières (hormis les sanitaires, halls d'accueil et blocs chambres + sanitaires)	100 € par jour et par pièce
En cas de non-exécution, d'exécution partielle ou insatisfaisante des prestations régulières dans les sanitaires, halls d'accueil et blocs chambres + sanitaires)	100 € par jour et par pièce
Non respect du délai pour l'exécution des prestations à bon de commande	50 € par jour
Non fourniture des produits d'hygiène	100 € par jour
Non respect du port de la tenue de travail	75 € par jour
Non respect de la transmission journalière du cahier de liaison	100 € par jour
Non transmission des documents relatifs au marché (liste nominative du personnel...)	50 € par jour de retard
Prestation de nettoyage réalisée par du personnel affecté à d'autres tâches (restauration, ...)	500 € par infraction constatée

<b>BLANCHISSAGE, LINGE DE LIT, NÉCESSAIRES DE TOILETTE</b>	
Non respect de la tenue de travail	50 € par jour
Absence d'un produit dans un paquetage du linge de lit	50 € par paquetage
Absence d'un produit dans un sachet sanitaire	50 € par sachet
Absence de produit dans une trousse de nécessaire de toilette	50 € par trousse
Rupture de stock	10 € par produit manquant
Non présentation du registre quotidien	100 € par jour de retard
Non signalement de problèmes rencontrés pour l'entretien du linge ou perte d'un vêtement d'un retenu	50 € par filet
Non transmission des documents relatifs au marché (liste nominative du personnel...)	10 € par jour

<b>ENTRETIEN COURANT ET MAINTENANCE DES GROS MATÉRIELS</b>	
Non présentation du rapport de visite d'inspection	50 € par jour de retard
Visite de contrôle non réalisée	100 € par constat
Non transmission des devis ou documents demandés par l'acheteur dans le cadre de la maintenance	50 € par jour de retard
Non signalement de problèmes rencontrés pour l'entretien d'un gros matériel	100 € par constat

<b>CLAUSE D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE</b>	
Non transmission des renseignements relatifs à l'exécution de l'action d'insertion du mois précédent (cf. article 7.2.3 du présent CCAP)	200 € par manquement constaté
Non respect des engagements en matière d'insertion par l'activité économique (cf. article 7.2 du présent CCAP)	500 € par manquement constaté

Pour les pénalités non listées ci-avant, les dispositions du CCAG-FCS s'appliquent.

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités ne pourra excéder 30 % du montant total hors taxe du marché ou du bon de commande.

### **13.3 – Avertissement**

Dans le cas de prestations non conformes ou lors de retard, le représentant du pouvoir adjudicateur transmet au titulaire un avertissement par courrier postal ou par courriel afin de remédier aux non-conformités constatées. Si, dans un délai de deux semaines, le titulaire n'a pas assuré une prestation normale, le représentant du pouvoir adjudicateur peut y pourvoir aux frais et risques du titulaire.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures peuvent être prises sans mise en demeure préalable, aucun délai n'est alors requis. En particulier, en l'absence de technicien compétent, le représentant du pouvoir adjudicateur peut prendre toute mesure d'urgence, sans que le titulaire défaillant ne puisse décharger sa responsabilité, ni invoquer alors le cas de force majeure.

Les pénalités continuent de s'appliquer pendant la période où le représentant du pouvoir adjudicateur, ou un tiers, assure la fourniture ou la prestation à la place du titulaire.

Les présentes clauses s'appliquent sans préjudice de résiliation possible, conformément aux articles 38 à 44 du CCAG-FCS. Par dérogation à l'article 45.1 du CCAG-FCS, l'exécution aux frais et risques du titulaire pourra donc être décidée dans le cadre d'une décision de résiliation ou en dehors d'une décision de résiliation.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve également la faculté de retirer du marché les prestations que le titulaire se révélerait incapable de réaliser correctement et d'effectuer en conséquence les réactions de prix sur les redevances correspondantes.

## **ARTICLE 14 – CONDITIONS D'EXÉCUTION**

### **14.1 – Modalités**

Les prestations devront être effectuées dans le strict respect des prescriptions administratives et techniques figurant dans l'ensemble des documents de la consultation n°2025-27 ainsi que dans le CCAG-FCS.

Les chefs de service responsables des locaux arrêtent en accord avec le représentant du prestataire, les conditions pratiques de la réalisation des prestations.

### **14.2 – Prise en charge et remise des locaux**

#### **14.2.1. Prise en charge des locaux en début de marché**

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la constitution du site, des équipements et mobiliers pour chacun des CRA de COQUELLES et de LESQUIN.

Un état des lieux contradictoire devra être réalisé avec un représentant de l'administration. Celui-ci listera le matériel remis au titulaire et indiquera l'état de ce matériel. Il fera l'objet d'un procès-verbal.

#### **14.2.2. Remise des locaux en début de marché**

Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché les locaux, mobiliers et équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement.

Un procès verbal contradictoire de l'état des lieux et des ouvrages et équipements devra être établi à la fin de l'exécution du marché entre le titulaire et le représentant de la personne publique (avec la présence éventuelle de tout expert désigné par le représentant de la personne publique).

Si des réparations s'imposent, le paiement de la dernière échéance sera différé jusqu'à réalisation complète des travaux d'entretien et de remise en état incombant au titulaire.

La non tenue du délai de remise en conformité est soumise à pénalités. L'inexécution totale ou partielle de cette mise en état conduit à des pénalités puis à la mise en jeu de la responsabilité du titulaire.

Toute contestation est réglée selon la réglementation et les dispositions contractuelles en vigueur.

#### **14.2.3. Modification par le titulaire en cours de marché**

Aucune modification ne pourra être apportée aux locaux par le titulaire sans accord écrit du responsable désigné de la personne publique.

### **14.3 – Fournitures de matériels et de produits**

Le titulaire doit proposer toutes les fournitures nécessaires à la réalisation des prestations et privilégier les fournitures respectueuses de l'environnement et le matériel normé (CE, AFNOR...).

Des renseignements supplémentaires sont à votre disposition sur les sites suivants :

- [www.ademe.fr](http://www.ademe.fr)
- [www.ecolabels.fr](http://www.ecolabels.fr)

### **14.4 – Bons de commande**

Hormis les prestations de nettoyage, les autres prestations des marchés issus de la consultation n°2025-27, s'effectue par bons de commande émis par les personnes habilitées au fur et à mesure des besoins.

Les prestations ne pourront pas s'étendre au-delà de la fin du marché.

Les bons de commande seront notifiés au titulaire via CHORUS formulaire.

La date de réception du bon de commande par le titulaire du marché tient lieu de notification de la commande.

Le délai d'exécution court à compter de la réception du bon de commande.

### **14.5 – Production d'un rapport annuel**

Le titulaire de chaque marché issu de la consultation n°2025-27 transmet à la personne publique un rapport d'activités annuel lui permettant de contrôler le respect des engagements, la qualité de la prestation et les progrès réalisés pour les trois grandes prestations demandées : restauration, nettoyage des locaux, blanchissage et approvisionnement en nécessaire de toilette. Ce rapport, d'une part effectue une synthèse commentée (intégrant une comparaison avec les deux exercices précédents), d'autre part propose des améliorations.

Ce rapport sera fourni 30 jours calendaires après chaque date anniversaire du début des prestations au bureau des marchés publics à l'adresse courriel suivante : [sgami-nord-dagf-bmp@interieur.gouv.fr](mailto:sgami-nord-dagf-bmp@interieur.gouv.fr)

## **ARTICLE 15 – MODIFICATIONS EN COURS D'EXÉCUTION**

### **15.1 – Opérations de vérification**

Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que les opérations de chargement et de déchargement incombent dans leur intégralité au titulaire et sont effectués sous sa responsabilité.

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché. Les opérations de vérification sont effectuées dans les conditions prévues aux CCTP 2025-27.

S'agissant de la restauration, le titulaire du marché doit, en accord avec le chef de centre, désigner un laboratoire

chargé de la surveillance bactériologique. Le prélèvement d'une portion du plat principal équivalente au grammage d'une portion normale doit être effectué à raison d'une fois par semaine. Le coût de cette opération est supporté par le titulaire du marché.

S'agissant du nettoyage, une fiche de présence quotidienne faisant apparaître les jour et heure de contrôle ainsi que les observations sur le non-respect du cahier des charges sera dressée par la personne publique.

De plus, en ce qui concerne les produits de nettoyage, d'hygiène ou de toilette employés, des échantillons pourront être prélevés par l'administration et ce, sans préavis au titulaire. Ce dernier supportera les frais d'analyses s'il est établi que les prescriptions contenues dans le CCTP n'ont pas été respectées.

Le titulaire du marché doit suivre les prescriptions sur les vérifications d'exécution mentionnées pour chaque prestation dans le CCTP.

Le service dispose d'un délai maximum de trente jours à compter du jour d'exécution de la prestation pour prendre une décision définitive d'admission avec ou sans réfaction. Cette décision est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception. A défaut d'une décision dûment motivée, les prestations sont réputées admises définitivement.

## **15.2 – Décision après vérification**

A l'issue des opérations de contrôle et de suivi de prestations, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## **15.3 – Transfert de propriété**

L'article L. 2194-1 du code de la commande publique s'appliquera lorsqu'un nouveau titulaire remplace le titulaire initial du marché dans un des cas prévus à l'article R. 2194-6.

Le titulaire ne peut sous-traiter ni céder le présent marché sans autorisation expresse préalable et écrite du représentant du pouvoir adjudicateur. Le non-respect de cette clause entraîne de plein droit la résiliation immédiate du marché au tort exclusif du titulaire.

Le transfert de propriété se matérialisera par un acte modificatif signé par les parties.

Plus largement, en cas de modifications affectant le titulaire, celui-ci transmettra au pouvoir adjudicateur :

- un extrait du journal d'annonces légales précisant les modifications inhérentes au statut de l'entreprise ;
- le procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire ;
- les attestations d'assurance.

Si les modifications définies ci-dessus sont de nature à compromettre l'exécution du marché (insuffisance des capacités du nouveau titulaire notamment), le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché selon l'article 40 du CCAG-FCS.

En cas de changement de représentant du pouvoir adjudicateur, notamment dans le cadre d'une transformation de l'entité juridique (changement de nom, fusion avec d'autres administrations...), le titulaire du marché aura l'obligation de poursuivre les prestations, services dans les mêmes conditions techniques et économiques que le présent marché. Une modification ou mise au point de marché stipulant la nouvelle organisation de compétence administrative sera établie.

Dans les hypothèses d'une fusion, d'une absorption, d'un rachat ou d'un changement de raison sociale du titulaire, le représentant du pouvoir adjudicateur a la faculté de résilier le marché de plein droit, sans indemnité et sans préavis.

Le titulaire ainsi informé doit proposer au représentant du pouvoir adjudicateur un acte modificatif entérinant le changement de titulaire. Il doit poursuivre les prestations du marché jusqu'à son terme normal si le représentant du pouvoir adjudicateur ne décide pas la résiliation.

## **15.4 – Clause de réexamen**

Conformément aux articles L.2194-1 et R.2194-1 du code de la commande publique, le présent marché prévoit la possibilité, pour le pouvoir adjudicateur, de procéder aux modifications suivantes en cours de marché. Les clauses de réexamen seront mises en œuvre sur décision du pouvoir adjudicateur et formalisée par un acte modificatif au marché.

## **15.5 – Formalisation des modifications**

Toute modification, tant sur le contenu que sur la forme des prestations à réaliser dans le présent marché, devra respecter le code de la commande publique (articles R.2194-1 à R.2194-10) et être actée par un acte modificatif.

Les prestations, ainsi que leurs conditions administratives et techniques énoncées dans le présent marché, prévalent à défaut d'éléments contradictoires spécifiés par un acte modificatif.

## **15.6 – Évolution de la législation**

Si au cours du contrat la législation portant sur les prestations à réaliser, tant sur la forme que sur le mode d'exécution, viennent à évoluer, le titulaire aura l'obligation de s'y conformer. Si ces évolutions ont une incidence directe sur les prestations contractées, elles pourront faire l'objet d'un acte modificatif.

## **ARTICLE 16 – RÉSILIATION**

Chaque marché peut être résilié dans les conditions fixées aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En complément à l'article 41.1 du CCAG-FCS, le marché peut être également résilié par le représentant du pouvoir adjudicateur et sans indemnité, à l'issue de la période ferme et à tout moment de l'exécution du marché, si le titulaire refuse ou se révèle incapable de mettre en œuvre, dans des conditions satisfaisantes, les mesures prescrites dans le présent CCAP. Il est bien entendu que ces mesures demandées restent dans les compétences du titulaire.

Dans le cadre d'une résiliation pour faute notamment, il ne sera versé aucune indemnité et les prestations pourront être exécutées aux frais et risques du titulaire. Les prestations éventuellement engagées par le titulaire ne seront pas réglées.

## **ARTICLE 17 – DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES**

### **17.1 – Force majeure**

Sont considérés comme tels, tous les cas d'impossibilité d'exécution indépendante de la volonté des parties et qui auraient pour effet de rendre l'exécution des obligations prévues insoutenables du point de vue technique ou financier, en particulier les cas suivants : guerre, émeutes et mouvements populaires, inondations, calamités naturelles, coupures d'électricité et de gaz, contingentement du combustible, mesures gouvernementales ou administratives.

### **17.2 – Contestations et litiges**

En cas de problème conséquent aux services et afin de prévenir d'un contentieux, l'entreprise est invitée, pour toute question ou règlement amiable à mettre en place une médiation en saisissant directement le bureau des marchés publics via la boîte fonctionnelle : [sgami-nord-dagf-bmp@interieur.gouv.fr](mailto:sgami-nord-dagf-bmp@interieur.gouv.fr)

Les litiges éventuels relatifs à l'exécution du présent marché relèvent du tribunal administratif de Lille.

En cas de titulaire étranger, les correspondances relatives au marché seront rédigées en français.

Tribunal administratif de Lille  
5 rue Geoffroy Saint Hilaire  
CS 62 039  
59 014 LILLE Cedex

ou via le site <https://citoyens.telerecours.fr>

### **17.3 – Défaillance**

Le titulaire sera considéré comme défaillant s'il n'est pas en mesure d'exécuter la prestation et/si les durées d'indisponibilité se sont multipliées.

En cas de défaillance totale ou partielle, le titulaire sera mis en demeure, par notification avec accusé de réception sur la plateforme des achats de l'État (PLACE), d'honorer ses engagements dans un délai de 48 heures. Passé ce délai, ou en cas de défaillance réitérée (3 fois maximum), la personne publique appliquera l'article 41 du CCAG-FCS.



## 17.4 – Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

## ARTICLE 18 – SERVICE ET CONSEIL

Le titulaire de chaque marché est tenu à une obligation générale de conseil, d'information et de mise en garde, sur le périmètre contractuel, notamment sur les incidents prévisibles, susceptibles d'affecter la sûreté des personnes, des biens ou des informations et d'indiquer les conséquences qui pourraient en résulter dans le cas où il n'y serait pas porté remède.

## ARTICLE 19 – CONDITIONS D'UTILISATION DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (IA)

L'attention des titulaires des marchés, issus de la consultation n°2025-27, est attirée sur l'obligation de déclarer l'usage éventuel des outils d'IA (nom de l'outil) pour l'exécution du marché qui les concerne et de déclarer les données utilisées dans l'usage du process IA. Il est tenu d'informer l'acheteur public de tout nouvel usage significatif de l'IA.

Les titulaires sont responsables de la conformité et de l'exactitude des livrables.

À ce titre, il est tenu de conserver une traçabilité des décisions ou actions automatisées.

L'usage de l'IA ne peut être invoqué pour exonérer les titulaires de leurs obligations contractuelles ou légales.

Chaque titulaire s'engage à ne pas divulguer les données ou méthodes sensibles de l'acheteur public, y compris celles utilisées ou générées par l'IA.

L'usage de l'IA doit être conforme au Règlement Général de Protection des Données (RGPD).

## ARTICLE 20 – DÉROGATIONS AU CCAG-FCS

Les dérogations explicitées du présent acte sont apportées aux articles correspondants du CCAG-FCS.

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services – arrêté du 30 mars 2021, modifié par arrêtés du 30 septembre 2021 et du 29 décembre 2022
<ul style="list-style-type: none"><li>• 4.1</li><li>• 5.3</li><li>• 7.2.1.</li><li>• 7.2.3.5.</li><li>• 10.2</li><li>• 10.3</li><li>• 13.1 ; 13.2</li><li>• 13.3</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• 4.1</li><li>• 32.2</li><li>• 16.1.1.1 et 16.1.1.2</li><li>• 16.1.5</li><li>• 10.2.3</li><li>• 38</li><li>• 14</li><li>• 45.1</li></ul>